

Pilier	Thème	Sous-thème	Difficultés prégnantes	Indicateur
1 COHESION SOCIALE	Education	Programme de Réussite Educative	- Difficulté à coordonner l'accompagnement de l'enfant avec un accompagnement familial. - Manque de visibilité concernant la prise en charge des pédagogies alternatives.	
		Actions en lien avec la scolarité de l'enfant	- Constat d'un besoin sur des actions complémentaires à l'instruction dont les thématiques à aborder peuvent être ateliers coopératifs autour du mieux vivre ensemble, le harcèlement scolaire et en ligne, les dangers du numérique, les discriminations, etc. - Difficultés à travailler avec le collège JJ Soulier pour la mise en place du CLAS Collège	- Nombre d'interventions
		Lutte contre le décrochage, accès à des études supérieures et formation de qualité	- Un grand nombre de jeunes entre 16 et 25 ans sont en situation de décrochage scolaire avec des difficultés de se projeter dans des établissements éloignés du quartier.	- Nombre de jeunes intégrant le programme Booster (alternance Service Civique, raccrochage scolaire) : pour des 16-17 ans --> raccrochage / aide à l'orientation / confiance en soi et développement de compétences
	Parentalité et droits sociaux	Soutien à la parentalité	- Les actions de soutien à la parentalité doivent se renforcer notamment sur l'accompagnement du rôle parental, les loisirs enfant/parent, le lien école/famille.	
		Droits sociaux	- Difficultés dans la dématérialisation des services / se repérer parmi les professionnels	
	Culture et expression artistique	Diffusion culturelle	- Besoin de connaître des cultures variées à travers un moment de convivialité, développant le lien social et l'acceptation de l'autre. - Difficultés d'accès aux activités culturelles - Difficulté d'ouvrir les références culturelles d'un public non averti.	Le nombre de participants, satisfaction des participants, ouverture sur le monde
		Médias de proximité et audiovisuel		
	Santé	Education à la santé et prévention	- Montée des conduites addictives pour 11 - 15 ans - Pas d'action de prévention santé menée au sein des QPV Des actions sont mises en place par des opérateurs et financées par l'ARS, notamment - le dispositif d'accompagnement vers la pratique d'activités physiques (atelier passerelle sur Montluçon) - l'intervention d'Addiction France - l'action de l'association Alcool Ecoute Joie et Santé - Intervention de l'IREPS (Institut Régional Education à la Santé)	- 20/30 jeunes QPV repérés
		Accès aux soins	- Difficultés pour mobiliser les habitants sur les actions de préventions traditionnelles - Peu ou pas de pratique de médecine préventive	
	Lien social, citoyenneté et Participation des habitants	Jeunesse	- Déficit des besoins en terme de prévention pour les pré-ados 11-14 ans / travail sur codes sociaux / violences banalisées / non adhésion aux structures / ennui	
		Soutenir l'initiative associative	- Association du quartier fragilisé avec une difficulté de recrutement et renouvellement des bénévoles.	
		Actions de médiation		
		Accès à la citoyenneté	- Désengagement des jeunes sur les questions de citoyenneté.	
		Participation des habitants		
		Sports et loisirs	- Isolement des familles notamment monoparentales, peu d'accès aux loisirs, peu de moyen financier pour y accéder, peu de départ en vacances. - Peu d'actions ciblées par les clubs sportifs de la ville sur les QPV – les clubs n'ont pas le « réflexe » QPV. Nécessité de les inciter sur cette géographie prioritaire. Enjeux de pédagogie, d'ingénierie, de financement spécifique, et de captation de ce public spécifique. - Pas de prise en compte spécifiquement du public QPV dans une logique d'accessibilité (exemple aide à la prise de licence, mise en place de transports ad hoc) - Peu de jeunes licenciés dans les clubs sportifs - Difficulté sur le financement de l'adhésion au sein des structures d'accueil en QPV	- Nombre de participants, - Sentiment d'isolement - Nombre d'action sport ou loisir
		Connaissance des droits, soutien juridique et accès aux services publics		
	Solidarité	- Besoin d'un renforcement de la présence des associations solidaires au sein des quartiers.		
	Prévention et lutte Contre les discriminations Liées à l'origine et à l'adresse	Actions de prévention et de lutte contre les discriminations en direction des acteurs décisionnaires		
		Action de prévention des discriminations dans l'accès aux droits et à la justice en direction des publics		
		Action de prévention et de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et le sexisme		

2 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI	Emploi	Repérage, accueil, information, accompagnement de 1 ^{er} niveau	- Accueil et accompagnement des publics orientés par des structures (PRIR, Forum Réfugiés) d'une proportion de personnes ne maîtrisant pas la langue française (30 personnes sur 200 rencontrées) ; - Indications de niveau FLE sur des CV ne correspondant pas au niveau réellement maîtrisé ce qui entraîne des difficultés pour informer correctement ces personnes en raison de la barrière de la langue ainsi que des difficultés d'accès à l'emploi pour certaines d'entre elles malgré une réelle expérience professionnelle.	- Nombre de dispositif FLE - Niveau réel FLE
		Accompagnement à l'insertion professionnelle	- La mobilité est un des premiers freins à l'emploi : les solutions émergentes proposées sont insuffisantes pour les personnes peu qualifiées qui trouveraient un emploi à temps partiel nécessitant des déplacements (aide à la personne ou ménage par exemple)	- Nombre de personne sans permis de conduire
		Mise en relation demandeurs/employeurs	- Difficulté à mobiliser le public malgré l'information qui lui est donnée à l'avance (dont info directe lors de rdv) à l'occasion des actions menées en ce sens (rencontres du type P'Tits Déj de l'Emploi à thèmes) - Un certain nombre de personnes repérées en QPV, sont extrêmement éloignées de l'emploi malgré les prises en charge dans le cadre de l'insertion économique des associations intermédiaires, entreprise d'insertion, entreprise de travail temporaire d'insertion. - Difficulté d'appréhender les codes sociaux et le positionnement demandé par les employeurs / difficultés de se présenter / absence des pièces administratives - Les employeurs se mobilisent peu sur les actions, ce sont souvent les mêmes mobilisés	- Nombre de personne très éloignées de l'emploi - Collaboration partenariale lors des job dating avec l'ensemble des acteurs
		Prévention et lutte contre l'illettrisme		
	Développement économique	Appui à la création d'activité		
		Développement économique		
3 CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	Cadre de vie et Renouvellement urbain	Gestion urbaine de proximité		
		Logement et habitat	Il serait intéressant d'inciter : - à des actions de sensibilisation des habitants aux écogestes dans le logement dans le contexte de sobriété énergétique et de hausse de la facture énergétique, - à la gestion des déchets (tri sélectif...).	
		Transport et mobilité	- Problèmes persistants sur les horaires atypiques qui constituent l'essentiel des métiers ciblés par les habitants des QPV	
	Tranquillité et sûreté publique		- Trafics de stupéfiants se déroulant sur le domaine public, ainsi que dans les halls d'entrée des bâtiments relevant de bailleurs ou d'un propriétaire privé, - Occupation des halls d'entrée, des parties communes, ainsi que des caves au niveau de certains bâtiments, occasionnant des dégradations ainsi que des nuisances auprès du voisinage, - Activités de mécanique sur des véhicules effectuées sur le domaine public ou les parkings des bailleurs.	- Plaintes des riverains, - Nombre de dégradations constatées, - Occupation du domaine public ou des parties communes, - Nombre de demandes de déménagement de la part des locataires et vacance des logements dans les bâtiments concernés, - Véhicules abandonnés et dégradés présents sur les parkings ou la voirie.